

Montréal, le 4 septembre 1996

M. Hubert Thibault,
chef de cabinet
Bureau du Premier ministre

Monsieur,

Lors d'une brève conversation téléphonique hier après-midi, je vous ai offert les services du groupe de recherche (GROP) avec lequel je collabore depuis plusieurs années. Comme vous n'êtes pas sans l'ignorer, ce groupe fut à l'origine des stratégies de communication des campagnes de 1992, de 1993 et de 1995.

Vous avez rejeté catégoriquement cette offre que je vous transmettais en toute bonne foi. C'est votre droit le plus strict. Mais, si j'ai bien compris, l'une des raisons majeures que vous invoquiez pour « décliner » notre offre avait trait au fait que vous nous teniez responsables des résultats du dernier référendum. Nous aurions fait perdre ce dernier par la mise en garde que certains d'entre nous rendaient publique le 25 août 1995.

D'une certaine manière, c'est très flatteur, mais c'est nous prêter beaucoup trop d'importance.¹ Par ailleurs, si cela révèle votre niveau d'analyse politique, vous avez un problème, nous avons tous un problème. Pauvre Québec !

Je trouve fort triste que vous rejetiez cette offre émanant de chercheurs compétents dans leur domaine et qui sont de plus des souverainistes convaincus. Sommes-nous donc à ce point en mesure de nous priver des apports des uns et des autres ? Vous semblez penser que oui.

Il ne nous reste plus qu'à prendre acte de votre décision.



Pierre-Alain Cotnoir

¹ Si nous avons pu avoir un modeste effet dans l'arène politique, je l'imputerais plutôt aux réflexions auxquelles nous avons contribué et qui ont mené au virage politique proposé par le BQ en avril 1995. Quant à notre mise en garde, je lui attribuerais plutôt un effet salutaire sur les souverainistes eux-mêmes. Quoiqu'il en soit, le résultat fut plus près de celui que nous pouvions appréhender dès l'été que de celui que vous promettaient vos devins.